



EUROMED STUDIES AND RESEARCH

Le contexte géopolitique des jeunes
méditerranéennes : la prise en compte
de la sécurité humaine



PRÉSENTATION

Le cycle de formations "EuroMed Essentials" s'est penché sur les problèmes géopolitiques de la zone Méditerranée associés à l'histoire et aux religions lors de trois formations différentes. Ce cycle a été développé en coopération avec l'Agence Nationale Grecque, l'Agence Nationale Turquie et l'Agence Nationale Maltaise.

Ce qui nous a poussés à faire un tel effort sur le long terme, est la croyance selon laquelle seul un effort sincère vers la compréhension du cadre géopolitique, du contexte historique et des croyances religieuses en Méditerranée peut permettre de surmonter les confrontations difficiles.

"Les Défis de la coopération EuroMed et les problèmes géopolitiques"

Grèce, 21-26 Juin 2010

"Histoire: mieux connaître le passé pour comprendre le présent et préparer le futur"

Turquie, 6 - 11 Juin 2011

"Religion dans la coopération Euro-méditerranéenne"

Malta, 2012

En Juin 2010, nous avons organisé le premier module "les défis de la coopération EuroMed et les problèmes géopolitiques" à Athènes. Nous avons abordé ce sujet car les crises internationales affectent sérieusement les projets de coopération, bloquant ainsi les processus d'apprentissage interculturel et de dialogue. Par conséquent, l'organisation d'une formation sur la géopolitique a été une façon d'apporter aux participants les outils conceptuels nécessaires, les informations ainsi que l'occasion unique de partager des expériences et des idées sur le cadre géopolitique dans lequel ils vivent et travaillent.

Cette publication, écrite par un expert et formateur qui a pris part à la formation sur la géopolitique, a

pour but d'apporter aux formateurs, travailleurs et responsables jeunesse ainsi qu'aux travailleurs sociaux et aux bénéficiaires du programme Jeunesse en Action, des informations basiques sur l'intérêt géopolitique de la jeunesse EuroMed. Nous pensons que, notamment après ce que l'on a appelé le Printemps arabe, tous les acteurs engagés dans des initiatives de jeunes devraient être plus conscients du contexte géopolitique au sens large. Nous sommes confiants dans le fait que cette publication est un outil utile pour stimuler les lecteurs à approfondir leurs connaissances sur cette thématique stratégique.

**L'équipe SALTO EuroMed
Jeunesse**



SOMMAIRE



Le contexte géopolitique des jeunes méditerranéennes : la prise en compte de la sécurité humaine..... I

Présentation..... 2

Résumé opérationnel..... 4

Introduction : Géopolitique de la sécurité humaine..... 5

❁ La sécurité humaine: un nouveau paradigme..... 7

Un contexte géopolitique plus large..... 8

❁ L'intérêt stratégique de la Mer Méditerranée..... 8

❁ Coopération internationale et intégration régionale..... 9

La jeunesse pendant le Printemps Arabe : l'acteur sociopolitique principal..... 12

❁ Chronologie des mouvements par pays..... 16

• Moyen Orient, Afrique du Nord et Israël..... 16

• Pays européens..... 18

Energie: l'atout stratégique de la région MENA..... 19

❁ La région MENA un acteur clé sur le marché mondial de l'énergie..... 22

❁ L'Etat rentier : les conséquences politiques internes et régionales du « filon » du pétrole 24

Le capital humain dans un climat changeant..... 28

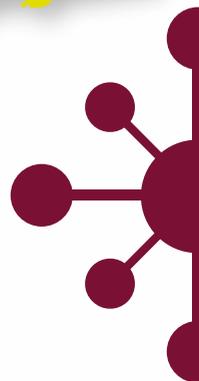
❁ Le changement climatique: moins d'opportunités..... 29

❁ Migrations de main d'œuvre internationale et changements sociaux 33

Conclusion..... 36

Tableaux..... 37

Bibliographie..... 38



RÉSUMÉ OPÉRATIONNEL

Certains pays MENA sont les plus gros fournisseurs de ressources énergétiques depuis la 2^{ème} Guerre Mondiale et ils disposent toujours des plus grosses réserves connues dans le monde. La présence de pétrole et de gaz, a contribué depuis presque 60 ans maintenant, au développement d'un système sociopolitique et économique d'« état rentier » et, à travers les migrations et l'envoi d'argent depuis l'étranger, a profondément influencé toute la région.

Ce système est désormais pointé du doigt comme l'un des principaux obstacles à un véritable développement économique des pays arabes. Au même moment, le changement climatique augmente la vulnérabilité de la région aux catastrophes naturelles, particulièrement dans les villes côtières, où vit la majeure partie de la population et qui se développent rapidement notamment parce la population fuit les campagnes à cause de la désertification.

Dans ce cadre, la partie la plus vulnérable des sociétés MENA est sans aucun doute la jeunesse: elle est maintenant plus éduquée grâce aux politiques d'éducation de masse mises en place à différents rythmes durant le XX^{ème} siècle. Mais à cause de la crise économique et du changement climatique, elle a moins d'opportunités que ses parents.

Les préoccupations et attentes des jeunes arabes sont particulièrement urgentes puisqu'ils représentent

aujourd'hui presque la moitié de la population totale. Dans le même temps, ils sont également plutôt déterminés et prêts à prendre des responsabilités. Comme nous l'a montré le printemps arabe, la plupart des décideurs et responsables politiques arabes ne considéraient pas la jeunesse comme une question politique importante qu'il fallait prendre en considération, par conséquent, ils n'étaient pas capables de comprendre les préoccupations et les demandes des jeunes. C'est pourquoi le mélange d'un besoin de changement et l'arrivée d'une nouvelle génération, qui s'est senti investie grâce à l'éducation de masse, l'information et les technologies de l'information grandissante, a renversé la situation de façon incroyablement rapide et efficace.

Il est trop tôt pour analyser si le printemps arabe va réellement apporter un changement de régime, un renouvellement de l'élite ou au moins quelques réformes politiques et économiques. Cependant, on voit qu'un changement social et économique profond est en route, provoqué essentiellement par la démographie, l'alphabétisation et l'amenuisement des opportunités pour les jeunes. En fait, la plupart des régimes et des gouvernements de la région MENA ont été développés, dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle après le processus de décolonisations, pour gouverner des populations dans un contexte local et global avec un certain nombre de ressources disponibles.

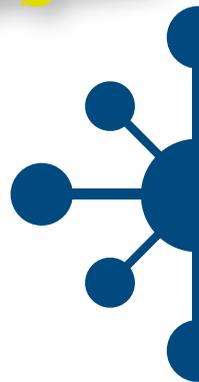


Pour différentes raisons, tous ces facteurs ont profondément changé alors que dans le même temps certains gouvernements n'ont pas mis en place de larges réformes. Cela va sans dire qu'une sorte de réajustement a été rendu inévitable.

Dans ce cadre, il apparaît évident que travailler avec ou pour la jeunesse est d'une importance stratégique,

non seulement pour les pays MENA mais pour toute la zone euro-méditerranéenne.

Le moment historique particulier que nous vivons est la première fenêtre concrète d'opportunités pour changer positivement les choses depuis les années 70 et nous serions aveugles si nous n'investissons pas dans le futur que représente la jeunesse.



INTRODUCTION : Géopolitique de la sécurité humaine

Ce court essai a pour but de donner des informations de bases sur les principales questions internationales qui menacent la stabilité et la sécurité de la zone Méditerranéenne ; présenter la géopolitique comme une méthode pour les interpréter et les représenter ; et introduire la sécurité humaine comme un paradigme efficace pour analyser les menaces qui, dans une certaine mesure, inspirent les décideurs internationaux dans leur action. Cet essai n'a pas pour but d'être exhaustif mais plutôt de stimuler des recherches plus profondes dans ce domaine en faisant référence à des sources d'informations primaires, des analyses de haut niveau produites par des organisations internationales, des articles journalistiques et des réflexions de politologues.

Nous pensons qu'analyser le contexte géopolitique en adoptant l'approche de la sécurité humaine est particulièrement utile pour comprendre quelques-unes des raisons de la vague

de protestations euro-méditerranéennes, ainsi que pour définir des opportunités et une série de choix pour les décideurs politiques et la jeunesse, qui après le printemps arabe est perçue communément comme un acteur sociopolitique important.

Le focus de cet essai sera sur les MENA (Middle East and North Africa) - région du Moyen Orient et Afrique du Nord, car elle borde l'Europe et qu'il s'agit toujours d'un des acteurs majeurs dans le domaine de l'énergie, ainsi qu'une des plus vulnérables aux changements climatiques.

Une approche plus large dans l'analyse des menaces, de la sauvegarde de la paix et de la prospérité retient de plus en plus l'intérêt des instances internationales : la sécurité humaine définie par le PNUD (Programme des Nations Unis pour le Développement) dans les années 90.



Beaucoup plus de gens ont été tués par leur propre gouvernement ou par des famines et épidémies plutôt que par des armées étrangères dans les 100 dernières années. Les organisations internationales travaillant sur

la sécurité comme l'OTAN, l'ONU et l'Union Européenne considèrent la sécurité des individus comme leur principale préoccupation plus que la sécurité de l'Etat.

Tableau I - Sécurité de l'Etat Vs. Sécurité humaine

Type de sécurité	Référent	Objet de protection	Menaces potentielles
Sécurité traditionnelle	L'Etat	L'intégrité et la sécurité de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> • Guerre interétatique et intervention étrangère • Prolifération nucléaire • Guerre civile
Sécurité humaine	L'individu	La sécurité et la liberté de l'individu	<ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté • Maladie • Menaces environnementales • Violation des Droits humains

Source: PNUD, Rapport sur le développement humain arabe 2009, page 19

Inclure la définition de la sécurité humaine dans l'analyse revient à regarder les conséquences sur les individus des problèmes géopolitiques traditionnels et à élargir le champ d'analyse en incluant des facteurs comme le chômage, les changements climatiques, la pauvreté dont les récents événements dans les pays arabes ont prouvé la pertinence pour analyser les menaces.

En s'inspirant de ce nouveau paradigme, cet essai se concentre sur trois

éléments principaux : les ressources énergétiques et leurs conséquences sur le système politique et économique d'un seul pays et de toute la région; le changement climatique comme un processus de réduction des ressources naturelles et comme conséquence sur les opportunités des populations; le capital humain comme une ressource croissante pour les pays sud méditerranéens qui, s'il n'est pas exploité peut devenir un facteur d'instabilité et d'insécurité.





LA SÉCURITÉ HUMAINE: UN NOUVEAU PARADIGME

Depuis sa définition formelle proposée par l'économiste pakistanais Dr. Mahbub ul Haq en 1994, le concept de Sécurité Humaine a beaucoup voyagé et a fait l'objet de profondes réinterprétations (Tadjbakhsh S., 2005). La protection des civils de leur propre gouvernement, interprétation étroite de la sécurité humaine, a été revendiquée comme la principale raison pour intervenir dans les conflits domestiques comme en Lybie actuellement, ou dans les Balkans dans les années 90. Plus largement, la sécurité humaine est une combinaison de menaces associées à la guerre, le génocide et le déplacement des populations dont le principal objectif n'est pas de défendre

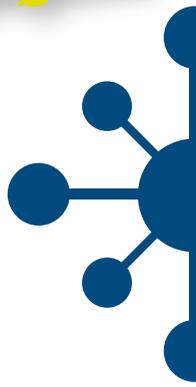
les frontières d'une menace militaire extérieure mais la sécurité des individus.

La sécurité humaine et la sécurité nationale devraient, et le font parfois, mutuellement se renforcer:

Cependant des Etats sûrs ne signifient pas automatiquement des populations en sécurité et des populations en sécurité ne signifient pas des Etats sûrs.

Dans la définition originelle publiée en 1994, Dr. Mahbub ul Haq soutenait que le champ d'intervention de la sécurité globale devrait être étendu pour inclure des menaces dans sept domaines :

- **La sécurité économique** - exige un revenu assuré de base pour les individus, provenant généralement du travail productif et rémunérateur; ou, en dernier recours, à partir d'un filet de sécurité financé publiquement. Les problèmes de chômage constituent un facteur important qui entraînent les tensions politiques et ethniques et la violence.
- **La sécurité alimentaire** - exige que toutes les personnes à tout moment puissent avoir accès à la fois physiquement et économiquement à une nourriture de base. Souvent la disponibilité globale de la nourriture n'est pas un problème, le problème est plutôt la mauvaise distribution de la nourriture et le manque de pouvoir d'achat.
- **La sécurité sanitaire** - vise à garantir une protection minimale contre les maladies et les modes de vie malsains souvent dus à la malnutrition et l'accès insuffisant aux services de santé, d'eau potable et d'autres nécessités de base.
- **La sécurité environnementale** - vise à protéger les populations des ravages à court et à long terme de la nature, des menaces pour la nature provoquées par l'homme, et de la détérioration de l'environnement naturel. Dans les pays en développement, le manque d'accès aux ressources en eau potable est l'une des plus grandes menaces environnementales. Le réchauffement de la planète, causé par l'émission de gaz à effet de serre, est un autre problème de sécurité de l'environnement.



- **La sécurité personnelle** - a pour but de protéger les gens contre des violences physiques, qu'il s'agisse de l'Etat ou des Etats extérieurs, des individus violents et acteurs sub-étatiques, de la violence conjugale, ou d'adultes prédateurs.
- **Communauté de sécurité** - vise à protéger les personnes contre la perte des valeurs et relations traditionnelles et des violences sectaires et ethniques.
- **La sécurité politique** - se préoccupe de savoir si les gens vivent dans une société qui honore leurs droits humains et civiques.

UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE PLUS LARGE



L'INTÉRÊT STRATÉGIQUE DE LA MER MÉDITERRANÉE

La mer Méditerranée est une mer semi-fermée avec seulement deux sorties : le détroit de Gibraltar grand de 14 km et le Canal de Suez grand de quelques mètres qui se trouvent à 3700 km l'un de l'autre. Elle couvre presque trois millions de mètres carrés avec 46000 km de côtes et les deux rives ne sont jamais très loin entre 245 km et 800 km. Les pays méditerranéens ont une population d'environ 425 millions d'habitants en ajoutant 170 millions de touristes les visitant chaque année. Particulièrement sur la rive sud, les populations sont concentrées sur les zones côtières, le long du Nil puisque quelques kilomètres plus loin le désert du Sahara commence et dans 20 grandes villes dont deux mégapoles: Le Caire et Istanbul (Escallier, 2004).

Exception faite de sa petite taille, c'est l'une des zones les plus stratégiques du monde à cause de son positionnement géographique, de sa richesse culturelle et ses ressources naturelles. L'Europe, l'Afrique et l'Asie se rencon-

trent dans cette petite mer et les principales routes commerciales entre l'Extrême-Orient et l'Occident se croisent dans cette zone depuis l'antiquité.

C'est également le berceau des trois religions monothéistes, le Judaïsme, la Chrétienté et l'Islam, c'est également l'endroit où trois civilisations se rencontrent: le Catholicisme dans l'Europe de l'Ouest, l'Orthodoxie dans l'est de la Méditerranée et l'Islam dans le Sud.

Depuis l'antiquité, différents pouvoirs ont toujours essayé de gagner le contrôle de la Mer Méditerranée, mais mis à part l'Empire Romain lorsqu'on l'appelait "Mare Nostrum" - Notre Mer - personne n'a jamais réussi. Durant le XX^{ème} siècle, la Mer Méditerranée a été la zone la plus stratégique où les pays occidentaux et le bloc soviétique étaient en compétition pour l'hégémonie, puisque c'était à la fois le flanc sud de l'Alliance Atlantique et le seul accès à l'océan pour l'URSS à travers la mer Noire.



En 1980, la moitié des bateaux de guerre du monde croisaient en Mer Méditerranée. Depuis la chute de l'Union soviétique seulement un tiers des bateaux de guerre mondiaux patrouillent sur la Mer Méditerranée. Néanmoins, la sixième flotte des Américains est toujours en opération puisque de nouvelles menaces venant du monde arabe apparaissent comme par exemple le terrorisme international.

La Mer Méditerranée a aussi été surnommée " le continent liquide" afin d'insister sur l'intensité des flux de personnes, ressources et idées qui la traversent en faisant de la Mer une sorte de continuité liquide des terres. Cependant de profonds fossés existent entre les pays du sud et du nord. Alors que les pays européens deviennent plus vieux, la région MENA fait face à une pression démographique sans précédent qui accélère le processus d'urbanisation et qui nécessitera la création d'environ 100 millions d'emplois dans les vingt prochaines années.

Tableau 2 - Comparaison de la structure des âges en UE et MENA, 2003

	Population en 2003 (millions)	Moins de 15 ans (millions)	Ratio %	Plus de 65 ans (millions)	Ratio %
Union Européenne	379	62	16.4%	63	16.6%
MENA	432	152	35.2 %	63	4.2%

Source: Pourtier, 2006, p. 256.

Alors que la différence de PIB par habitant ainsi que l'IDH (Indice de Développement Humain, un classement développé par le PNUD pour mesurer le bien être d'une population plutôt que le PIB) montrent que les populations européennes sont en moyenne neuf fois plus riches que les pays du sud, même si certains d'entre eux disposent des plus grandes réserves de pétrole et de gaz et sont

actuellement les plus gros fournisseurs d'énergie dans le monde. Si nous ajoutons à ce tableau, la menace pendante du changement climatique et de la pénurie d'eau, il est plutôt évident que les populations de cette région migrent pour atteindre les pays occidentaux (Europe et Amérique du Nord) ainsi que les pays les plus développés et riches de la région du Golfe.



COOPÉRATION INTERNATIONALE ET INTÉGRATION RÉGIONALE

Les programmes de coopérations essayent de rapprocher les deux rives de la Mer Méditerranée et même de renforcer la coopération atlantique,

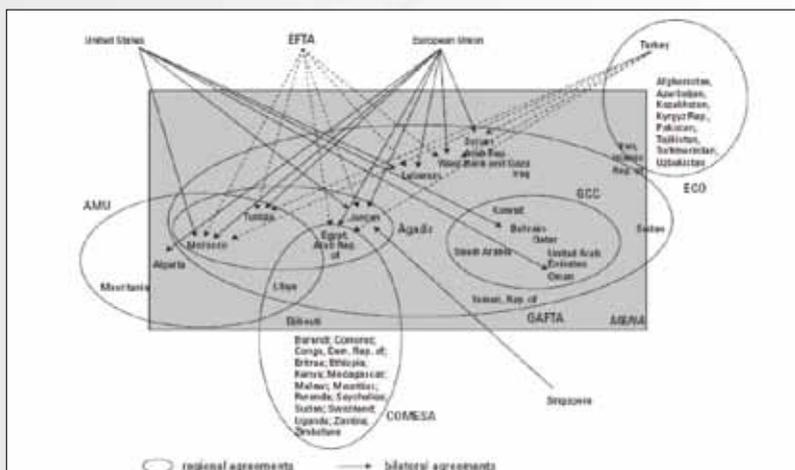
néanmoins peu se concentrent sur les problèmes et les potentialités de la jeunesse comme Jeunesse en Action et EuroMed IV financés par l'Union



Européenne. Le succès incroyable et la contagion du printemps arabe a permis de souligner que ce manque est probablement un des points faibles de la politique étrangère européenne à l'égard des pays du sud de la Méditerranée.

Comme l'on peut voir sur la carte 2, il n'y a pas de coordination claire entre les programmes de coopération à travers la Méditerranée et plusieurs programmes se chevauchent lorsqu'ils ne se concurrencent pas sur le même objectif.

Carte 1 - Programmes de coopération internationale en Méditerranée



Note: seuls les accords majeurs sont représentés.

Agadir = l'accord d'Agadir pour l'établissement d'une zone de libre-échange entre nations arabes méditerranéennes (4); AMU = Union du Maghreb Arabe (5); COMESA = Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (19); ECO = Organisation de Coopération Economique (10); EFTA = Accord de libre-échange européen (4), incluant l'Islande, la Suisse, la Norvège et le Liechtenstein; GAFTA = Grande zone arabe de libre échange (18); GCC = Conseil de Coopération du Golfe (6).

Source: Personnels de la Banque Mondiale

Un autre problème stratégique pour les pays MENA, et par conséquent pour toute la zone Méditerranéenne, est le développement économique, particulièrement dans un tel moment critique pour le système financier mondial. Comme l'ont souligné certains analystes, le niveau bas de marché intra régional et d'intégration ralentissent le développement écono-

mique de la région MENA et globalement de l'Afrique. Alors que cinq pays africains sont parmi les 10 économies mondiales à croître le plus rapidement entre 2005 et 2009, selon le Fond Monétaire International (FMI), et que le PIB réel de l'Afrique Sub-saharienne doit croître de 6% cette année et en 2012, seulement 12% du commerce africain est effectué

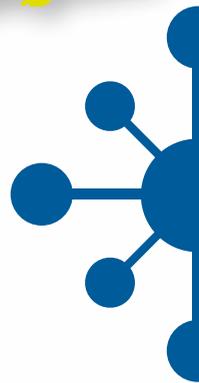


sur le continent. Il s'agit du taux le plus bas du monde en termes de commerce intra-régional. Les membres de l'UE, par opposition, effectuent 65% de leur commerce entre eux. "L'Afrique est vraiment préoccupée par les marchés extérieurs, elle n'achète pas ce qu'elle peut vendre, comme les commodités. Et elle n'a pas vraiment les capacités industrielles pour vendre sur son propre marché. Donc la fragmentation est une réalité économique aussi bien que politique" (Wallace, 2011). Ce modèle de comportement économique a été défini comme le modèle "hub-and-spoke».

Néanmoins, des centaines d'accords commerciaux bilatéraux ont été signés, les plus significatifs l'ont été au niveau sous régional : le Conseil de Coopération du Golfe (GCC) formé en 1981, et l'Union du Maghreb Arabe en 1989 sont les deux accords commerciaux les plus importants. "Cependant, les traités commerciaux les plus significatifs continuent d'être ceux négociés avec l'Organisa-

tion Mondiale du Commerce, l'Union Européenne et à un degré moindre les Etats-Unis. [...] C'est également vrai pour les accords d'investissements : les pays MENA ont signé près de deux fois plus d'accords avec l'OCDE plutôt qu'entre eux (145 comparé à 72)" (Richards & Waterbury, 2008, p. 386). Dans ce cadre d'interaction économique, ce sont les flux de main d'œuvre plutôt que ceux de biens et de capitaux qui ont conduit à l'intégration économique régionale et ont contribué à transformer les économiques politiques nationales en reliant les zones les plus reculées des pays les plus en retard au marché du travail global et à l'économie régionale.

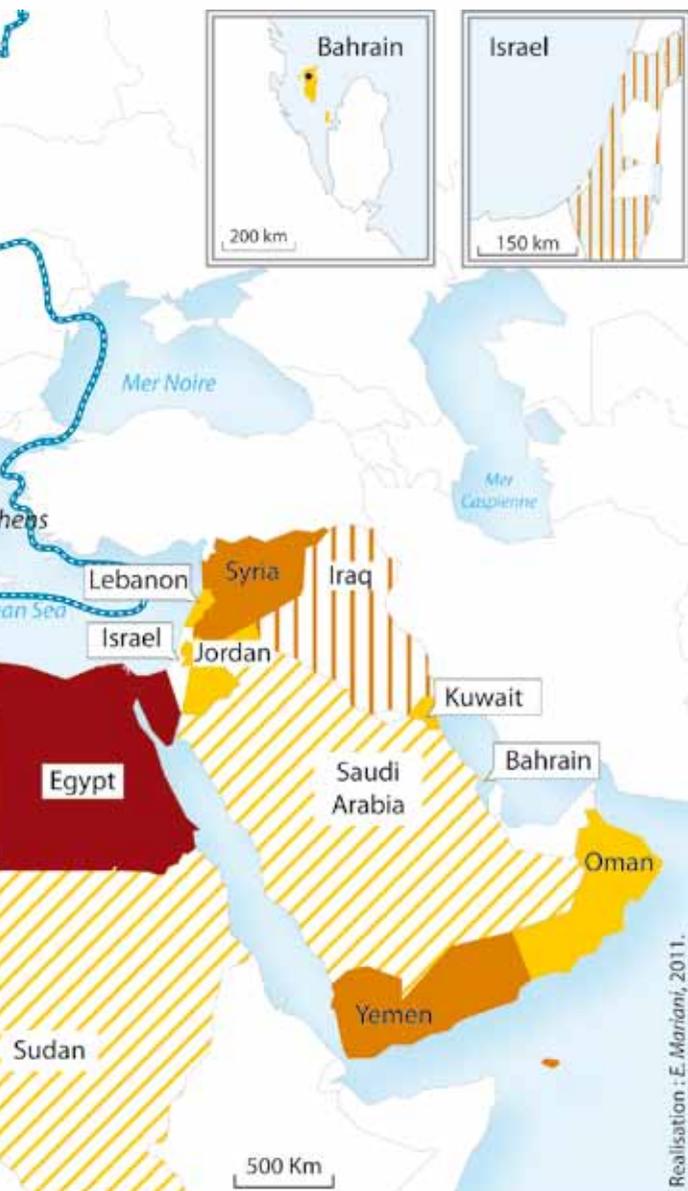
Aux vues du contexte économique et politique, le choix entre une approche bilatérale et multilatérale dans les programmes de coopération internationale Nord-Sud a des conséquences profondes dans le processus d'intégration régionale et dans le développement économique lui-même.



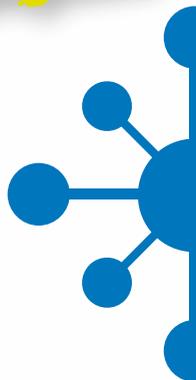
LA JEUNESSE PENDANT LE PRINTEMPS ARABE: l'acteur sociopolitique principal

Carte 2 - Une vague de protestation contagieuse





Realisation : E. Mariani, 2011.



La série de protestations menée par la jeunesse débutée en Décembre en Tunisie et qui a atteint la plupart des pays arabes, quelques pays européens et est la dernière preuve récente, chronologiquement parlant, que la zone Méditerranéenne est intimement liée. Les populations partagent des problèmes communs, prennent l'inspiration les uns des autres même lorsqu'ils agissent localement. En particulier, cette série de contestation a mis les potentialités, les problèmes et les demandes des jeunes au cœur du débat politique ou tout de moins en première page des médias pendant un certain temps.

Jusqu'ici la jeunesse n'avait pas été considérée, sauf par quelques politologues, comme un acteur social capable de déclencher des changements politiques et sociaux aussi rapidement. Au contraire, depuis décembre 2010 et particulièrement après la chute soudaine des présidents tunisien et égyptien, entre Janvier et février 2011, les médias internationaux et le public sont devenus très enthousiastes à propos de la jeunesse arabe puissante : pacifique, courageuse, apparemment laïque, très bien connectée à internet et tellement à l'aise avec les médias sociaux (sic).

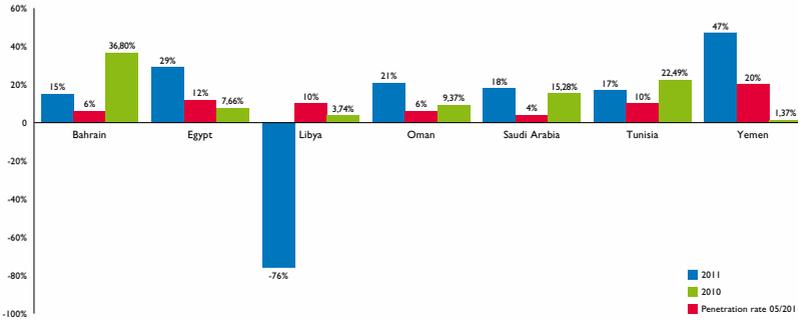
Les révoltes, et les enjeux des jeunes qu'elles contenaient, ont été si incroyablement couronnés de succès qu'elles sont devenues immédiatement contagieuses : des protestations similaires ont poussé comme des champignons dans plusieurs pays arabes: du Maroc au Yémen et même dans des monarchies arabes prospères du Golfe comme Bahreïn, Oman et l'Arabie Saoudite. La mer Méditerranée n'a

pas retenu la "vague" et nous avons vu successivement les rues de Madrid remplies de jeunes "indignados", quelques mois plus tard des émeutes ont enflammé Londres et pour finir Israël a dû faire face à la plus grosse protestation qui n'ait jamais eu lieu.

Coincés par la puissante machine marketing de certaines entreprises de médias sociaux et de marques de téléphones mobiles, les médias ont vendu les images d'un mouvement transnational de jeunes qui s'est organisé en utilisant uniquement les nouvelles technologies de communication, en particulier les appareils mobiles (Accolla, 2011). Wael Ghonim, directeur marketing de Google Moyen-Orient et Afrique du Nord s'est transformé en responsable actif, déclarant même sur CNN qu'il suffit de donner accès à internet aux masses pour le revendiquer comme la façon la plus efficace de libérer une société (Joyella, 2011).

Indiscutablement l'information et les technologies de la communication ont joué un rôle clé dans l'organisation des protestations, plus spécifiquement les médias sociaux puisque 70% de la population arabe entre 15 et 29 ans utilisent Facebook régulièrement. Internet a aidé énormément les mouvements d'opposition à contourner la censure étatique en disant directement au public ce qui était en train de se dérouler et en donnant aux jeunes connectés au niveau local la possibilité d'exprimer leurs préoccupations, demandes et souhaits. Cependant, les protestations en Syrie montrent que les choses ne sont pas aussi faciles qu'il peut le sembler dans un article de journal.

Graphique 1 - Taux de croissance des utilisateurs Facebook en Avril 2011

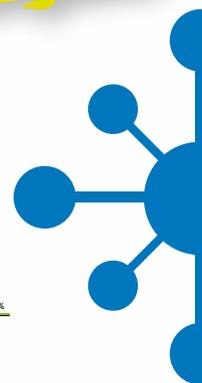


Source: données collectées du rapport sur les médias sociaux arabes (Dubai School of Government, 2011)

Comme deux analystes politiques, Gonzalez-Quijano (Gonzalez-Quijano, 2011) et Enrico De Angelis (De Angelis, 2011) l'ont montré, malgré les taux de pénétration Internet comparables entre l'Egypte et la Syrie, les effets ont été complètement différents sur les mouvements d'opposition. Le régime syrien a appris d'importantes leçons des cas égyptiens et tunisiens et a développé une stratégie de contre information et de discrédit des mouvements d'opposition en ligne. Les cyber-activistes syriens sont plutôt inconnus et il n'y a pas de communauté de bloggeurs comme en Egypte car Internet a été autorisé au public que très tardivement par rapport aux autres pays arabes. Ce fut le cas seulement en 2001 lorsque le Président actuel Bashar al-Assad était à la tête de la Société Syrienne d'informatique et la répression contre les bloggeurs a été particulièrement brutale.

Les utilisateurs et groupes pro et anti-régime et les groupes ont téléchargé, partagé et twitté des articles et vidéos sur les médias sociaux avec

l'intention de prouver leurs différents points de vue et avec la volonté de conforter leur propre position et de traiter les autres de "propagande". Finalement, il apparaît que les médias sociaux n'ont pas permis de surmonter les profondes différences entre les groupes d'opposition divisés, à la fois en termes de comment les gens perçoivent le président et comment ils pensent que des changements peuvent avoir lieu. Au contraire, le "problème de crédibilité, la structure décentralisée d'internet et la tendance des médias sociaux à créer des barrières plutôt que des ponts ont contribué à créer un état de chaos culturel autour du malaise syrien. [...] La grande circulation d'informations et de vidéos sans contrôle pourrait se terminer en retour de boomerang pour ceux qui souhaitent un changement pacifique vers la démocratie en Syrie. L'absence d'autorité professionnelle pour ceux qui diffusent les informations des deux côtés rend impossible la création d'un sens commun de ce qu'il est en train de se passer" (De Angelis, 2011).



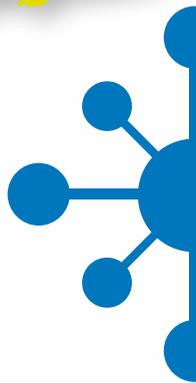


CHRONOLOGIE DES MOUVEMENTS PAR PAYS

Moyen Orient, Afrique du Nord et Israël

18/12/10	Tunisie Révolution le 14 Janvier 2011, Protestations maîtrisées depuis Mars 2011	<ul style="list-style-type: none"> • Eviction du Président Ben Ali et du Premier ministre Ghannouchi 14 Janvier 2011 ; • Dissolution de la police politique ; • Dissolution du RCD, ancien parti politique au pouvoir en Tunisie et liquidation de ses avoirs ; • Libération des prisonniers politiques ; • Elections pour une assemblée constituante le 23 Octobre 2011.
28/12/10	Algérie Maîtrisé depuis Avril 2011	<ul style="list-style-type: none"> • Suppression de l'état d'urgence vieux de 19 ans.
17/01/11	Oman Terminé Mai 2011	<ul style="list-style-type: none"> • Concessions économiques du Sultan Qaboos ; • Destitution de ministres ; • Attribution de pouvoir législatif à l'assemblée élue d'Oman.
21/01/11	Arabie Saoudite Maîtrisé depuis Juin 2011	<ul style="list-style-type: none"> • Concessions économiques par le Roi Abdullah ; • Des élections municipales autorisées seulement aux hommes se sont tenues le 22 Septembre 2011.
25/01/11	Egypte Révolution le 11 Février 2011 Protestations qui continuent	<ul style="list-style-type: none"> • Eviction du Président Moubarak le 11 février 2011, et des premiers ministres Nazif et Shafik ; • Gestion du pouvoir par les forces armées ; • Suspension de la Constitution, dissolution du Parlement ; • Dissolution du service d'investigation pour la sécurité de l'état ; • Dissolution du NDP, ancien parti politique au pouvoir en Egypte et transfert de ses avoirs à l'Etat ; • Poursuites judiciaires de Moubarak, sa famille et ses anciens ministres.
26/01/11	Syrie Protestations majeures toujours en cours, escalade significative depuis le 15 Mars 2011	<ul style="list-style-type: none"> • Libération de certains prisonniers politiques ; • Fin de la loi d'urgence ; • Révocation des gouverneurs provinciaux ; • Actions militaires à Hama, Daraa et dans d'autres zones ; • Démission du parlement ; • Démission du gouvernement ; • Quelques défections au sein de l'armée syrienne et conflits entre soldats.





30/01/11	Maroc En cours	<ul style="list-style-type: none"> • Concessions politiques du Roi King Mohammed VI ; • Référendum sur des réformes constitutionnelles ; • Respect des droits civique et fin de la corruption.
03/02/11	Yémen Protestations majeures en cours	<ul style="list-style-type: none"> • Démission de membres du Parlement du parti au pouvoir ; • Le 4 juin, le Président Ali Abdullah Saleh est blessé dans l'attaque d'une mosquée dans son complexe dans la capitale yéménite Sanaa, provoquant son départ ainsi que celui de 35 membres de sa famille dont sa femme ainsi que le premier ministre, et le porte-parole du parlement Yéménite pour l'Arabie Saoudite. Au 31 Août, Saleh n'est pas retourné au Yémen ; • Le Vice-Président Abd al-Rahman Mansur al-Hadi assure la présidence depuis le 4 Juin 2011.
14/02/11	Bahreïn En cours, bien que modérément maîtrisé depuis Mars 2011	<ul style="list-style-type: none"> • Concessions économiques du Roi Hamad ; • Libération de prisonniers politiques ; • Eviction de ministres ; • Intervention du GCC à la demande du gouvernement du Bahreïn.
17/02/11	Libye Guerre civile	<ul style="list-style-type: none"> • Les forces d'opposition prennent le contrôle de nombreuses villes libyennes dont la capitale, Tripoli ; • Formation du Conseil de Transition National ; • ONU mandate l'OTAN, Jordanien, Qatari, Suédois et Emirats pour une intervention militaire ; • Colonel Mouammar Kadhafi, chef de la République Libyenne est tué le 20 Octobre 2011.
14/07/11	Israël En cours Protestations majeures connues sous le nom de manifestations du logement, de la justice social ou protestation des tentes	<ul style="list-style-type: none"> • 14 Juillet 2011 : une éditrice vidéo de 25 ans Daphné Leef a dû quitter son appartement au centre de Tel Aviv et elle a initié à une petite échelle la « manifestation des tentes » qui est vite devenue la plus grosse contestation jamais organisée en Israël ; • 30 Juillet 2011 : entre 85,000 et 150,000 personnes participent aux manifestations de masse organisées dans les grandes villes en Israël ; • 6 Aout 2011 : entre 200,000 et 350,000 personnes participent aux manifestations de masse organisées dans les grandes villes en Israël ; • 3 Septembre 2011 : une contestation intitulée « la marche du million » voient environ 460,000 personnes se réunir dans les rues du pays dont 300,000 à Tel Aviv.



Pays européens

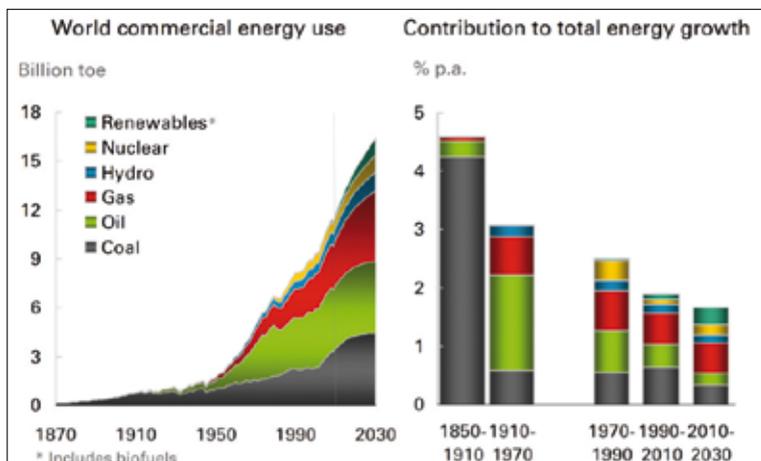
05/05/10	<p>Grèce En cours Protestations majeures et émeutes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En réponse aux baisses des dépenses et aux augmentations d'impôts proposées, une grève nationale a eu lieu le 05 Mai 2011, entre 100,000 et 500,000 personnes ont défilé dans Athènes ; un groupe important a essayé de prendre d'assaut le bâtiment du Parlement sur la place Syntagma ; les manifestants ont mis le feu à plusieurs agences bancaires avec des cocktail Molotov ; • Mai 2011 : manifestations pacifiques à Athènes et dans d'autres villes grecques importantes pour protester contre les mesures d'austérité proposées par le gouvernement sans le soutien des syndicats dans le même esprit que le mouvement des indigènes espagnols.
15/05/11	<p>En Espagne En cours Protestations majeures</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Aussi appelé le Mouvement du 15-M ou la révolution espagnole est une série de manifestations pacifiques toujours en cours dans les villes espagnoles les plus importantes et dont les origines peuvent être retracées jusque dans les réseaux sociaux et la Vraie Democracia Real Ya ! ; • Les manifestants demandent des changements radicaux dans la politique espagnole car ils ne se considèrent représentés par aucun des partis traditionnels ni favorisés par les mesures approuvées par les politiciens ; • Septembre 2011 – le Parlement approuve des amendements constitutionnels imposant légalement une limite budgétaire à l'emprunt du secteur public.
06/08/11	<p>Royaume-Uni Manifestations et émeutes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • A la suite de la marche pacifique le 6 août 2011 relative à la mort de Mark Duggan attribuée aux officiers armés de la Metropolitan Police le 4 août 2011, une émeute débuta à Tottenham, au Nord de Londres ; • Dans les jours suivants, les émeutes se sont propagées à différents quartiers de Londres et à d'autres zones en Angleterre : les problèmes les plus sévères ont été enregistrés à Bristol et dans des villes des Midlands et dans le nord-ouest de l'Angleterre ; • Les émeutes ont été caractérisées par des pillages endémiques et des incendies criminels sans précédents ; • Cinq personnes sont décédées et au moins 16 autres ont été blessées directement lors des violences ; • Les dégâts matériels ont été estimés à £200 millions de livres et l'activité économique locale a sérieusement été affectée.

ENERGIE: l'atout stratégique de la région MENA

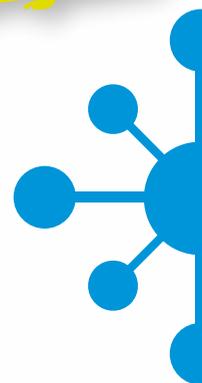
Lorsque l'on parle des pays arabes et du Moyen-Orient nous parlons habituellement d'énergie, puisque dans cette région il y a les plus grands producteurs et les plus grandes réserves de pétrole et de gaz dont les pays industrialisés et en développement ont besoin et dont ils auront dramatiquement besoin pendant encore longtemps. Selon plusieurs projections, la région MENA est actuellement l'un des acteurs clés sur le marché mondial de l'énergie et elle gardera ce rôle pendant les vingt prochaines années. Dans le même temps, l'abondance des ressources énergétiques, exploitées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ont déterminé un système politique et économique spécifique.

C'est pourquoi comprendre les développements du marché de l'énergie est essentiel pour comprendre les tendances politiques sur la rive sud de la Méditerranée. Dans le même temps, le futur des pays industrialisés et émergents va dépendre de l'analyse des capacités de la région MENA à fournir de l'énergie et des développements politiques, puisque les combustibles fossiles ou non fossiles sont indispensables pour soutenir le développement. Même si l'efficacité énergétique s'améliore partout dans le monde grâce à la globalisation et à la concurrence mondiale même dans la production énergétique, la population mondiale augmente ainsi que leur revenus et par conséquent de plus en plus d'énergie est nécessaire notamment dans les pays en développement (non-OCDE).

Graphique 2 - Utilisation de l'énergie mondiale



Source: British Petroleum, "BP Energy Outlook 2030 Booklet", 2011, page 10
 Disponible en ligne www.bp.com/energyoutlook2030



La révolution industrielle du XIX^{ème} siècle a été rendue possible par des machines à vapeur alimentées par le charbon qui est resté la principale source d'énergie jusqu'à la 2^{ème} guerre mondiale. Lorsque les industries ont commencé à compter sur l'électricité et sur les engins à combustion interne, le pétrole est devenu la principale source d'énergie pour les transports de fret et de passagers. Alors que le charbon a été graduellement remplacé par le gaz naturel, puis par des sources d'énergie renouvelables (vent, solaire, biocarburants) il représente toujours une grosse partie de la consommation d'énergie notamment en Inde et en Chine.

Selon différentes projections, les sources d'énergie renouvelables vont augmenter leur part de marché dans le mélange des énergies, principalement à cause des préoccupations vis à vis de l'impact environnemental de l'extraction et de l'exploitation de combustibles fossiles. Néanmoins, les combustibles fossiles représenteront toujours la plus grosse part parmi lesquels le pétrole sera toujours une ressource majeure même si la part du gaz naturel devrait probablement augmenter.

Cependant dans les pays MENA et Sub-sahariens, il y a un gros potentiel pour la croissance d'énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire. Certains projets qui jusqu'à maintenant étaient considérés comme visionnaires, sont maintenant plus faisables et compétitifs pour plusieurs raisons: les combustibles fossiles sont plus chers qu'avant et personne ne

s'attend à ce que leurs prix baissent, les développements technologiques dans le transport de l'énergie électrique ont réduit la dispersion et rendent la distribution à longue distance intéressante; les technologies photovoltaïques sont devenues bien plus efficaces et flexibles aux différents climats et conditions. Certaines entreprises, même dans les riches monarchies pétrolières du Golfe investissent beaucoup dans la recherche et le développement d'énergies renouvelables comme la Qatar Science and Technology Park (www.qstp.org.qa) et l'entreprise Masdar (www.masdar.ae) à Abu Dhabi. Comme le dit clairement Ahmed Ali Al Sayegh, Président de Masdar, sur le site internet de l'entreprise: « En fait, en tant qu'exportateur majeur d'hydrocarbure, Abu Dhabi a toujours été un acteur énergétique mondial, à travers Masdar, l'Émirat non seulement démontre son sens des responsabilités en tant que producteur de pétrole et de gaz mais aussi étend sa domination énergétique dans le champ vital de l'énergie renouvelable ».

Comme le montre le projet Desertec, les institutions européennes et les entreprises privées perçoivent également la région MENA comme un fournisseur potentiel d'énergie renouvelable. Comme indiqué sur le site internet de Desertec (www.desertec.org): « en six heures, le désert reçoit plus d'énergie du soleil que l'humanité n'en consomme en un an », c'est pourquoi cette région est définitivement l'endroit le plus propice pour le développement de projets à grande

échelle de génération d'électricité provenant d'énergies renouvelables. Environ 90% de la population mondiale vit à moins de 3000 km des déserts et pourrait efficacement être alimentée par des réseaux haute tension directs avec une perte de puissance minimum. Dans les régions désér-

tiques près des côtes, des centrales solaire-thermiques pourraient être associées au refroidissement d'eau de mer afin qu'elles ne produisent pas que de l'électricité mais également de l'eau potable comme c'est déjà le cas dans certaines centrales de désalinisation de la région du Golfe.

Carte 3 - Le concept Desertec d'un super réseau EU-MENA

Les symboles des sources et routes d'énergie ne sont que des schémas des lieux caractéristiques.



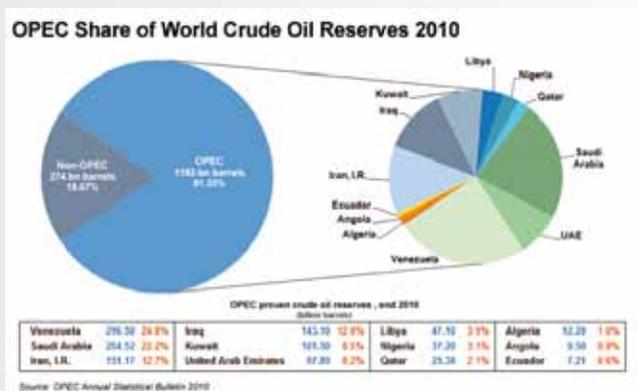


LA RÉGION MENA UN ACTEUR CLÉ SUR LE MARCHÉ MONDIAL DE L'ÉNERGIE

La région MENA est un des acteurs les plus importants sur le marché mondial du pétrole et du gaz parce qu'elle y concentre les plus grandes réserves et infrastructures de production (techniquement en amont et en aval mais pas de raffineries) de combustibles fossiles.

Les pays arabes exportateurs de pétrole, malgré leurs profondes différences et désaccords agissent à travers l'OPEP pour déterminer et allouer des quotas de production de gaz et de pétrole afin d'exploiter au mieux les ressources naturelles et contrôler les prix du baril.

Graphique 3 - Réserves mondiales de pétrole et de gaz



Source: site internet OPEP : www.opec.org/opec_web/en/data_graphs/330.htm, visité le 27/09/2011.

Selon certaines projections l'importance de l'OPEP devrait s'accroître, puisque ses parts de production mondiale devraient augmenter de 40% en 2010 à 46% en 2030, en utilisant en partie les capacités de réserves actuelles. Cependant, en plus de la croissance du gaz naturel, il est fort probable que les capacités de

production de pétrole brut augmentent grandement en Arabie Saoudite et en Irak. Ce dernier apparaît particulièrement comme le pays qui aura le plus d'influence à l'avenir sur le marché de l'énergie notamment grâce à son fort potentiel mais son rythme de croissance est encore difficile à prévoir. Si l'on regarde les contrats de service

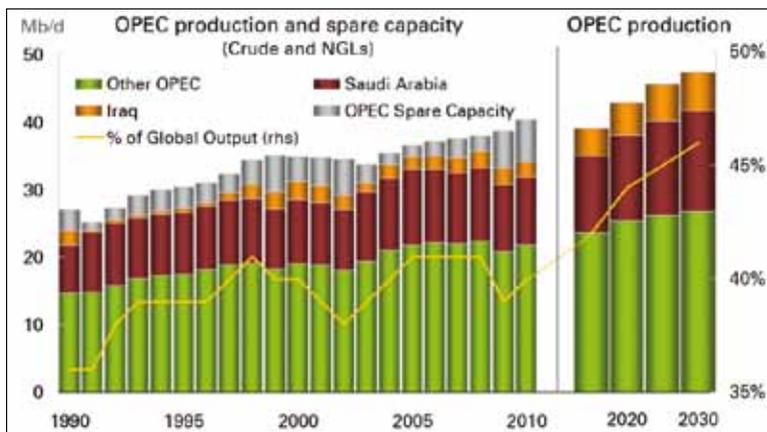
* OPEP – Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole est une organisation internationale fondée à Bagdad en Irak lors de la signature d'un accord en septembre 1960 par 5 pays : la République Islamique d'Iran, Irak, le Koweït, l'Arabie Saoudite et le Venezuela. Ces pays ont été rejoints plus tard par le Qatar (1961), l'Indonésie (1962), Libye (1962), les Emirats Arabes Unis (1967), Algérie (1969), Nigeria (1971), Equateur (1973), Gabon (1975) et Angola (2007). Entre Décembre 1992 jusqu'à octobre 2007, l'Equateur avait suspendu son adhésion. Le Gabon n'est plus membre depuis 1995. L'Indonésie a suspendu son adhésion effective en Janvier 2009. Pour plus d'informations : www.opec.org



accordés depuis mi-2009, les capacités irakiennes pourraient atteindre 12Mb/j en 2020. Cependant, l'instabilité politique est encore très forte et les développements d'infrastructures nécessaires pour exploiter et exporter

le pétrole et le gaz sont sans cesse menacés. Le rôle clé de l'Irak dans le marché de l'énergie à l'avenir explique plutôt bien les interférences étrangères dans ses politiques internes.

Graphique 4 - Les rôles de l'OPEP et de l'Irak vont augmenter



Source: British Petroleum, "BP Energy Outlook 2030 Booklet", 2011, page 23
 Disponible en ligne www.bp.com/energyoutlook2030

Selon les tableaux suivants, il apparaît plutôt clairement que le Moyen-Orient et l'Afrique ne sont pas les plus gros fournisseurs d'énergie en Europe, qui compte notamment beaucoup sur l'ex union soviétique en particulier pour le gaz. Alors que l'Amérique du nord, mis à part leurs réserves stratégiques et les champs de sable bitumineux au Canada, importe du pétrole brut depuis le Moyen-

Orient, la plus grosse partie est fournie par l'Amérique du sud et l'Afrique de l'ouest. Néanmoins, le contrôle du Moyen-Orient ou tout du moins éviter que les ennemis ne le contrôlent, est encore stratégiquement pertinent pour influencer le marché mondial de l'énergie, en définissant ainsi ses règles et contrats et au final déterminer le prix du baril.



Tableau 3 - Exportations mondiale de pétrole brut par destination, 2010 (1,000 b/j)

	Europe	Amérique du Nord	Asie et Pacifique	Amérique latine	Afrique	Moyen-Orient	Total mondial
Moyen-Orient	2 074	1 901	12 188	92	456	648	17 371
Iran	764	-	1 734	-	18	-	2 619
Irak	438	492	951	-	-	10	1 895
Koweït	111	128	1 781	-	42	-	2 062
Qatar	28	14	867	-	-	-	909
Arabie Saoudite	729	1 227	4 812	82	241	499	7 595
Emirats Arabes Unis	4	40	2 043	10	55	139	2 291
Afrique du Nord	1 101	565	276	118	20	2	2 188
Algérie	274	517	144	87	-	1	1 023
Libye	827	48	132	31	20	1	1 165
Afrique de l'ouest	957	2 226	469	0	0	0	4 178
Angola	213	602	371	-	-	-	1 706
Nigeria	744	1 624	98	-	-	-	2 472
Amérique Latine	97	950	253	864	1	0	2 679
Equateur	-	175	21	170	-	-	367
Venezuela	97	775	232	694	1	-	2 312

Source: site internet de l'OPEP Bulletin statistique annuel www.opec.org/library/Annual%20Statistical%20Bulletin/interactive/current/FileZ/Main.htm visité le 27/09/2011.



L'ETAT RENTIER : LES CONSÉQUENCES POLITIQUES INTERNES ET RÉGIONALES DU « FILON » DU PÉTROLE

La découverte de champs de pétrole et de gaz est considérée alternative-ment comme une grande chance qui peut apporter prospérité et dévelop-pement et en même temps comme une malédiction, surnommée "malé-diction des ressources", car elle peut apporter corruption, ingérences

étrangères dans la politique interne et même du sous-développement.

Le pétrole et le gaz sont les atouts les plus stratégiques de la région MENA qui fait d'elle aujourd'hui un des acteurs clés sur le marché mondial de l'énergie et sans doute pour les 20 prochaines années.



Dans le même temps, l'abondance de ressources énergétiques, surtout de combustibles fossiles exploités depuis la fin de la 2^{de} guerre mondiale a déterminé un système politique, social et économique spécifique: celui de « l'Etat rentier ».

Le concept « d'état rentier » a été développé en premier par un économiste iranien Hossein Mahdavy en relation à la pré-révolution Pahlavi en Iran en 1970. La théorie définit au sens large, les états rentiers comme ceux qui reçoivent des rentes extérieures régulièrement. Selon cette théorie, développée par la suite par l'économiste égyptien Hazem Beblawi en coopération avec l'économiste italien Giacomo Luciani dans les années 80, ces pays ont tendance à devenir autonomes par rapport à leur société, ne rendant pas compte à leur citoyen et autocratique. La théorie est utilisée pour expliquer pourquoi sur un plan économique l'Iran, les Etats du Golfe et certains Etats africains et d'autres pays (comme les Pays-Bas dans les années 60) riches en abondantes ressources réussissent moins bien que leurs homologues pauvres en ressources, et ont dans le même temps de grandes difficultés pour reformer les systèmes politiques de ces pays.

Beblawi décrit 4 caractéristiques de l'économie rentière:

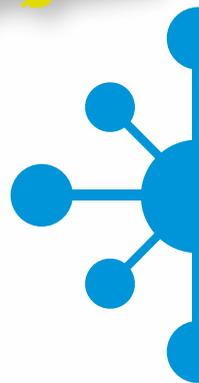
1 - les situations de rentes doivent prédominer, il n'y a vraiment rien de comparable à une économie purement rentière

2 - les rentes doivent venir de l'extérieur du pays

3 - dans un état rentier, peu sont impliqués dans la génération de ces rentes, alors que la majorité est impliquée dans la distribution et la consommation. Cela signifie que les leaders politiques définissent les accords et prennent les revenus et ensuite allouent ces revenus au public qui n'est pas impliqué dans la création de la richesse

4 - le gouvernement doit être le principal receveur des rentes extérieures dans l'économie.

Les rentes ne dérivent pas exclusivement des exportations du pétrole et du gaz mais de toutes activités qui ne nécessitent pas d'investir dans le secteur de production comme les flux d'aides et de versements internationaux, et dans une certaine mesure le tourisme. C'est pourquoi les systèmes économiques et politiques de l'Egypte, la Tunisie et du Maroc fonctionnent à différents niveaux comme le modèle de l'état rentier: Ces pays bénéficient effectivement d'important flux d'aides et de versements internationaux de par leur intérêt stratégique et d'envoi d'argent depuis l'étranger comme ils disposent d'un capital humain qui migre majoritairement vers les pays occidentaux et les pays du Golfe. Plus spécifiquement les envois d'argent depuis l'étranger sont en train de devenir de façon croissante une importante source de revenus pour les pays en développement, plutôt résistante aux crises et qui peut promouvoir la croissance économique (Mohapatra, Ratha, & Silwal, 23/05/2011). Une grande partie de ces envois d'argent vers les pays arabes vient de pays exportateurs



de pétrole qui depuis les années 70 ont attiré des flux importants d'immigration.

Au niveau régional, l'attraction de la main d'œuvre est la principale conséquence des économies du pétrole et du gaz puisque le capital humain est le bien le plus échangé dans la région et que l'argent du pétrole n'a pas déclenché l'intégration régionale et le développement. Au contraire, les états pétroliers ont dépensé entre les années 74 et 84 la plupart de leurs rentes dans des projets d'investissements internes comme les infrastructures. Alors que la grande partie du surplus était détenue en avoirs liquides dans les pays développés, seulement une toute petite partie était dirigée vers le développement des pays arabes les plus pauvres, que ce soit directement ou indirectement à travers des fonds de développement. Dans les années 80 et 90, les aides internationales ont diminué ainsi que les prix du pétrole, néanmoins l'Arabie Saoudite a tenu son engagement international de financement et de soutien au développement de projets et de fondations à travers le monde musulman, dédiant ainsi près de 2,4 milliards de dollars en 2003, c'est à dire environ 1% du RNB : Revenu National Brut.

A l'opposé, au niveau national, les économistes ont notés que les gouvernements d'états rentiers pouvaient

s'engager dans de vastes programmes de dépenses publiques sans avoir recours à la taxation, puisque tous les revenus provenant de l'extraction et l'exportation des ressources naturelles vont directement dans les caisses du trésor public.

Dans de telles économies, l'Etat est la source majeure de revenus puisqu'il n'y a presque aucune production, c'est pourquoi les économistes parlent d'état d'allocation plutôt que d'état de production. La différence entre ces deux, c'est qu'un état productif compte sur la taxation de l'économie domestique pour ses revenus, par conséquent les contribuables sont impliqués dans les décisions du gouvernement car ils les soutiennent avec des taxes onéreuses. Alors qu'un état d'allocation ne dépend pas de sources de revenus domestiques puisqu'il est lui-même la première source de revenus domestiques. Le but premier pour l'économie d'un état d'allocation est donc de dépenser et d'acheter sa légitimité.

Malgré des dépenses massives sur des projets gouvernementaux comme des barrages et des routes, sans creuser la dette publique, les états rentiers ne sont pas les plus développés, au contraire certains d'entre eux ont vu le déclin de leur secteur industriel comme lors de ce qu'on a appelé la "maladie néerlandaise". Cette opportunité manquée est expliquée

* "Dans les années 1960, les Pays-Bas ont fait l'expérience d'une vaste augmentation de la richesse après avoir découvert de larges réserves de gaz naturel dans la Mer du Nord. De façon inattendue, ce développement ostensiblement positif a eu des répercussions graves sur des segments importants de l'économie, comme le florin néerlandais est devenu plus fort, cela a rendu les exportations non pétrolières moins compétitives. Ce syndrome a été connu sous le nom de "maladie néerlandaise", bien que cette maladie fut généralement associée à la découverte de ressources naturelles, elle peut avoir lieu avec n'importe quel développement qui voit arriver un large flux de devises étrangères, provoquant une brusque montée des prix des ressources, de l'aide étrangère et des investissements directs étrangers". (Ebrahim-zadeh, 2003).

partiellement par des raisons économiques, cependant certains économistes comme Yates argumentent sur le fait que les états rentiers ont produit "une mentalité rentière" qu'il explique comme suit :

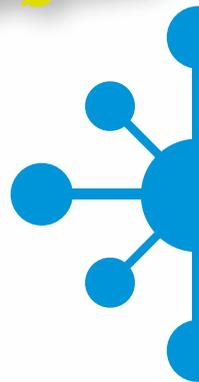
"des conditions psychologiques avec des conséquences profondes pour la productivité: les contrats sont offerts en guise de démonstration de gratitude plutôt que comme une réflexion économiquement rationnelle; les fonctionnaires considèrent qu'être disponibles dans les bureaux aux heures d'ouverture comme leur principal devoir, les entrepreneurs abandonnent l'industrie et entrent dans la spéculation immobilière ou d'autres situations spécifiques associées au boom du secteur pétrolier; les meilleurs et les plus intelligents abandonnent les affaires et cherchent un emploi gouvernemental lucratif, la main d'œuvre manuelle et les autres emplois considérés humiliants par les rentiers sont sous-traités aux étrangers, ceux dont les versements inondent l'économie rentière, etc. Dans des cas extrêmes, le revenu découle simplement de la citoyenneté." (Yates, p. 22).

Surmonter cette attitude politique est l'un des défis stratégiques que les États arabes devront affronter réellement pour développer leurs économies. Afin de créer les emplois nécessaires pour la nouvelle génération dans un marché du travail globalisé, les États arabes devront augmenter leur compétitivité en améliorant l'efficacité de leurs activités productives (de l'agriculture à l'industrie en passant par les services). Ceci signifie qu'ils

ne doivent pas compter sur les rentes extérieures pour vivre mais doivent investir dans de véritables programmes de développement.

En supposant que même des pays arabes non exportateurs de pétrole ont adopté la mentalité et la gouvernance d'un état rentier (Beblawi & Luciani, 1987), l'analyse suivante publiée dans le rapport de la Banque mondiale sur le développement en 2004 explique une des causes de la contagion du printemps arabe :

«Un thème récurrent dans la littérature concernant "l'état rentier" est le fait que les bénéfices économiques et la libéralisation politique remplacent la production de soutien politique, au moins à court terme. [...] les gouvernements qui restreignent la participation peuvent maintenir leur légitimité aussi longtemps qu'ils offrent des bénéfices publics. Lorsqu'ils sont tout de même forcés de prendre des réformes substantielles, ces gouvernements ne peuvent maintenir leur légitimité à moins qu'ils étendent le vote à des segments de la population exclue précédemment. Les crises économiques sapent les marchés autoritaires passés entre les responsables et leurs sympathisants. Plus généralement, des performances économiques faibles diminuent la possibilité de marchander le pouvoir des autocrates et augmentent la force de l'opposition.» (World Bank Development Report, 2004)

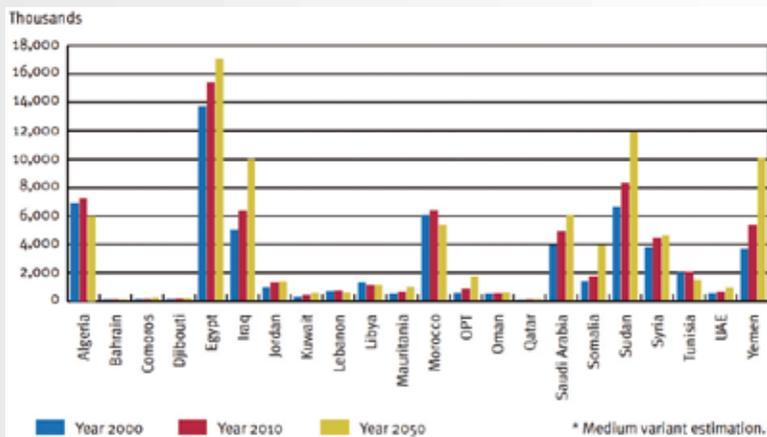


LE CAPITAL HUMAIN DANS UN CLIMAT CHANGEANT

Mis à part le pétrole et le gaz, ainsi que les sources d'énergies renouvelables théoriques, la région MENA dispose d'une large et vaste ressource non exploitée : le capital humain. Le capital humain est le stock de connaissances, savoir-faire et compétences acquis grâce à l'éducation et l'expérience qui permettent aux gens de produire de

la valeur économique. Dans la région MENA, le capital humain est principalement la jeunesse qui représente plus de la moitié de la population active. Débloquer le potentiel des jeunes a été souligné comme la clé pour soutenir le développement local et par conséquent d'assurer la sécurité humaine.

Tableau 4 - Projection de la population arabe âgée de 15 à 24 ans en 2050



Source: PNUD, Rapport sur le développement humain arabe 2009, page 36.

Les opportunités disponibles dans cette grande partie des sociétés méditerranéennes sont partiellement définies par le système d'état rentier comme nous l'avons préalablement démontré et par les changements climatiques. En effet, de nombreuses zones peuplées du rivage sud-méditerranéen sont vulnérables aux catastrophes naturelles qui risquent d'arriver plus souvent dans l'avenir à cause des changements climatiques, et aggravées par l'impréparation des gouvernements

locaux à cette menace mondiale. Dans le même temps, le processus de désertification réduit l'accès à l'eau potable et par conséquent fera augmenter la population urbaine ainsi que les tensions internationales sur des fleuves frontaliers comme le Nil, le Tigre et l'Euphrate. Cette dernière question a été présentée comme la principale raison aux conflits qui pourraient arriver par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon le 6 février 2008.





LE CHANGEMENT CLIMATIQUE: MOINS D'OPPORTUNITÉS

Différentes méthodologies ont été appliquées pour analyser l'impact du changement climatique sur l'environnement et par conséquent sur l'économie

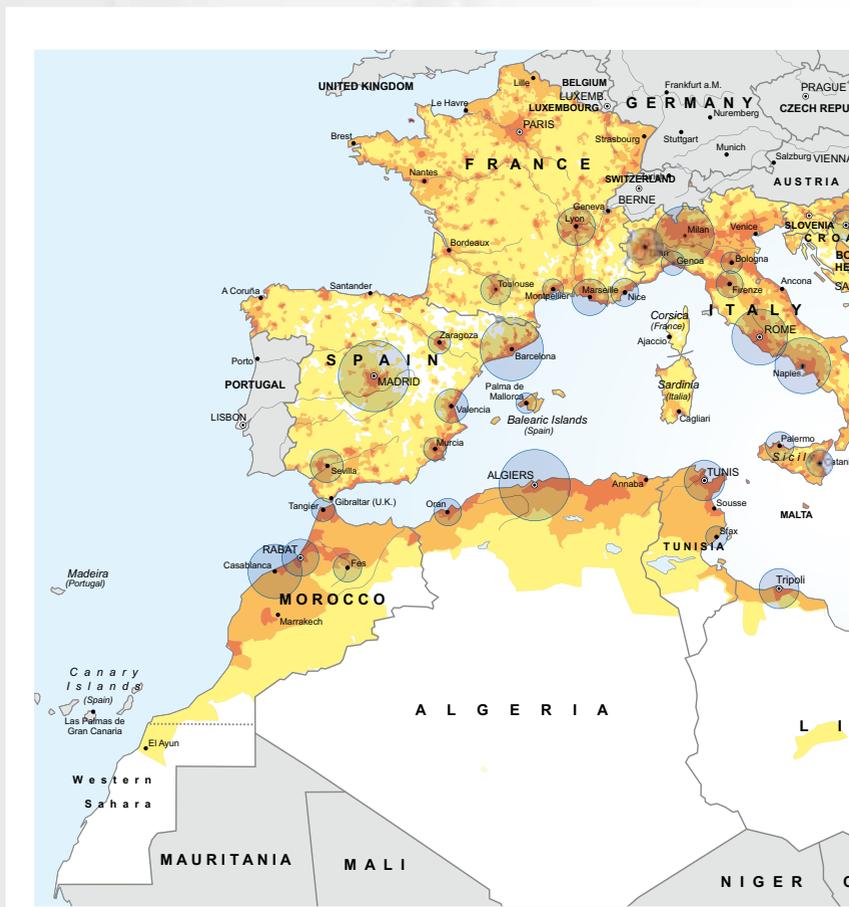
et la politique. Le rapport 2009 sur le développement humain arabe propose une synthèse des différents scénarios possible.

Tableau 5 - Scénarios futurs des changements climatiques - eau et agriculture

Scenario	Type de changement	Effets sur la sécurité humaine	Zone affectée
Eau	2°C d'augmentation de la température terrestre	1 à 1.6 milliards de personnes avec des manques d'eau	Afrique, Moyen Orient, Europe du Sud, certaines parties de l'Amérique centrale,
	3°C d'augmentation de la température terrestre	Tension sur l'eau qui augmente pour 155 à 600 millions de personnes en plus	Afrique du nord
	Changement climatique	Risques répétés de sécheresse connue ces dernières années avec des effets économiques et politiques	Mauritanie, Soudan et Somalie
	Changement climatique	Diminution de la pluviométrie moyenne	Egypte, Jordanie, Autorité palestinienne
	Hausse du niveau de la mer	Risque d'inondations et menaces sur les villes côtières	Côte du Golfe de la péninsule arabique
	Changement climatique	50% de baisse dans la disponibilité d'eau recyclée	Syrie
	1,2°C d'augmentation de la température terrestre	Baisse de la disponibilité de l'eau de 15%	Liban
	1°C d'augmentation de la température terrestre	Réduction du trop-plein d'eau pour les bassins d'Ouergha de 10%	Maroc
	Changement climatique	Grandes coupures d'eau	Yemen
	Changement climatique	Débit de l'eau réduit de 40% à 60%	Fleuve Nil
Agriculture	3°C d'augmentation de la température terrestre	Augmentation du risque pour les zones côtières d'inondations et de montée des eaux	Le Caire
	2-3°C d'augmentation dans les régions tropicales	Une baisse de 25-35 % des cultures (avec un enrichissement en carbone très faible) et de 20-15% (avec un enrichissement fort au carbone)	Afrique et Afrique de l'ouest (pays arabes inclus)
	3°C d'augmentation de la température terrestre	Productivité agricole réduite et cultures non viables	Afrique du nord
	1.5°C d'augmentation de la température terrestre	70% de baisse de rendement à Sorghum	Soudan (Kordofan du nord)
Changement climatique	Inondation de 4,500 km ² de terre agricole et déplacement de 6 millions de personnes	Basse Egypte	

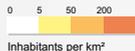
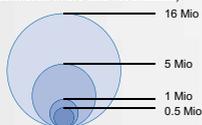


Carte 4 - Population dans la zone Méditerranée



Environment and Security in the Mediterranean: P

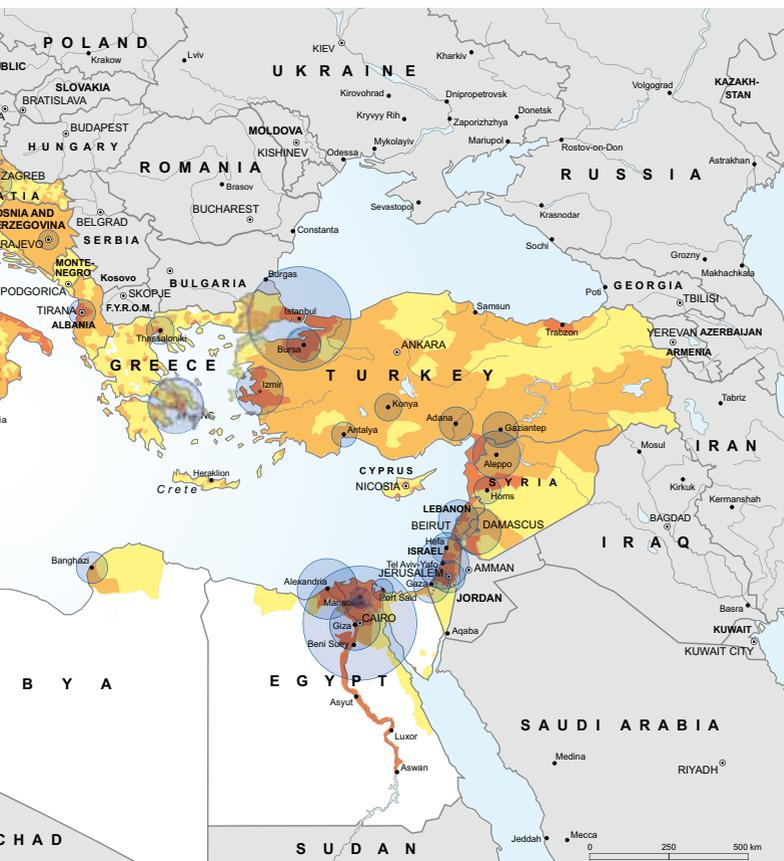
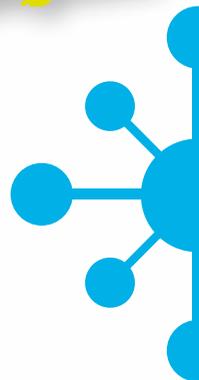
Population in urban centre
 (Estimation where data not available)



Sources: Center for International Earth Science Information Systems, Columbia University; World Gazetteer

Source : UNEP/GRID-Arendal Maps and Graphics Library 2009. Visité le 17/10/ 2011
<http://maps.grida.no/go/graphic/population/>





Population

Information Network (CIESIN),



Les manques d'eau, la baisse de la productivité agricole, la sécheresse et les inondations seront les principales conséquences auxquelles les gouvernements locaux ne sont nullement préparés à faire face. Sans compter que les alertes sur le changement climatique ne sont pas vraiment encore prises au sérieux par les décideurs politiques arabes et européens (Tolba & Saab, 2009, p. X). D'un point de vue macroéconomique, le changement climatique affectera négativement le PIB (Jamet & Corfee-Morlot, 2009). Ceci signifie que des pays perdront de leur puissance économique, que les populations seront plus pauvres et les gouvernements ne pourront que difficilement garantir la sécurité alimentaire comme cela est déjà arrivé il y a quelques années dans plusieurs pays MENA. À moins que les gouvernements locaux appliquent des réformes majeures et agissent internationalement pour mettre en place des politiques d'adaptation au changement climatique, le scénario futur est préoccupant pour toute la région car il peut alimenter et exacerber les conflits locaux et internationaux.

Comme il a été rapporté dans des articles de journaux, les révoltes syriennes ont commencé dans le sud,

avec de larges protestations pacifiques dans la région d'Houran sévèrement touchée par la sécheresse en mars. En effet, en Syrie, malgré la production marginale de pétrole et de gaz, la majorité de la population est employée dans le secteur agricole et compte dessus pour vivre. 5 ans de sécheresse consécutive ont durement affecté le secteur et le manque de réponse gouvernementale a contribué à exaspérer les populations.

Mis à part ces conséquences extrêmes, le changement climatique à long terme accélère le processus d'urbanisation dans la mesure où les populations fuient les campagnes asséchées. Les villes sont déjà dans des conditions extrêmes puisque la population urbaine représente 57% du total de la population selon la Banque Mondiale, et le taux de croissance annuel pour les pays arabes est entre 2% et 3% selon le rapport 2009 sur le développement humain arabe. Par conséquent, le changement climatique pourrait rendre les villes plus vulnérables aux catastrophes naturelles et aux tensions sociales. Au niveau international, il est probable que le changement climatique alimentera ou exacerbera les conflits internationaux, les migrations durables et la fuite des cerveaux.



MIGRATIONS DE MAIN D'ŒUVRE INTERNATIONALE ET CHANGEMENTS SOCIAUX

Les migrations des pays sud-méditerranéens ne sont pas un phénomène récent. Depuis la fin de la 2nde Guerre Mondiale, les conflits internes, les répressions politiques et le chômage ont poussé les populations à quitter leur pays en recherche de meilleures conditions de vies.

Le boom du pétrole dans les années 70 a rendu les pays du Golfe attractifs pour les immigrés venant soit des pays MENA soit d'Asie. Des jeunes qualifiés et non qualifiés particulièrement d'Égypte et du Levant ont massivement migré vers les monarchies pétrolières depuis des décennies.

Tableau 6 - Flux de migrations dans la région MENA

Emigration, 2010

- Nombre d'émigrés : 18.1 millions ou 5.3% de la population
- Top 10 des pays d'émigration : la République Arabe d'Égypte, le Maroc, la Cisjordanie et Gaza, l'Irak, la République Islamique d'Iran, l'Algérie, la République du Yémen, la République Arabe de Syrie, la Jordanie, le Liban
- Destinations: pays OCDE à aux revenus (40.2 %), pays non OCDE à hauts revenus (23.2 %), intra-régional (31.5 %), autres pays en développement (1.2 %), non-identifié (4.0 %)
- Top 10 des couloirs de migration: Cisjordanie et Gaza-la République Arabe de Syrie/ la République Arabe d'Égypte- l'Arabie Saoudite/ l'Algérie-France/ la République du Yémen-Arabie Saoudite/ Cisjordanie et Gaza- Jordanie/ la République Arabe d'Égypte-Jordanie/ Maroc-France/ Maroc-Espagne/ Maroc- Italie/ République Arabe d'Égypte- Lybie

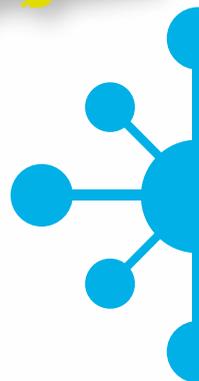
Emigration qualifiée, 2000

- Taux d'émigration de la population qualifiée dans le secteur des services (top 10 des pays): Liban (38.6 %), Maroc (17.0 %), la République Islamique d'Iran (14.5 %), Tunisie (12.5 %), Irak (11.1 %), Djibouti (11.0 %), Algérie (9.4 %), Jordanie (7.2 %), Cisjordanie et Gaza (7.2 %), la République Arabe de Syrie (6.1 %)
- Emigration des médecins: 27,265 ou 7.8 % des médecins formés dans la région

Immigration, 2010

- Nombres d'immigrés : 12.0 millions ou 3.5 % de la population (à comparer avec les 215.8 millions ou 3.2 % pour le monde)
- Femmes en pourcentage des immigrés : 45.7 % (à comparer des 48.4 % pour le monde)
- Réfugiés en pourcentage des immigrés : 65.3 % (à comparer des 7.6 % pour le monde)
- Top 10 des pays d'immigration: Jordanie, République Arabe de Syrie, République Islamique d'Iran, Cisjordanie et Gaza, Liban, Libye, République du Yémen, République Arabe d'Égypte, Algérie, Djibouti

Source: (Banque Mondiale, 2011, p. 29-30)



Au-delà de leur impact politique et économique, les migrations et les envois d'argent depuis l'étranger ont profondément influencé la culture et les modes de vie arabes et islamiques. En effet, les migrants n'envoient pas chez eux simplement de l'argent mais aussi des modèles et des idées qui ont cours dans les pays d'accueil". En particulier, l'émigration aurait encouragé l'éducation, le seul élément vraiment important de la transition démographique, parmi les populations non migrantes dans les régions d'origines des migrants "(Fargues, 2006). Des recherches récentes ont montré comment les migrants égyptiens et soudanais en Arabie Saoudite ont changé leur façon d'aborder leur religion après avoir été exposés plusieurs années à l'interprétation salafiste de l'islam. Alors qu'en ce qui concerne les immigrants marocains en Europe, certaines études ont démontré qu'ils avaient contribué à diminuer le taux de naissance dans leur pays d'origine.

"Comme la plupart des PMA (pays les moins avancés), les pays MENA ont vendu leurs biens, acheter leurs importations et ont reçu des capitaux de pays développés de l'Occident, mais non pas les uns avec les autres - le soi disant système "hub-and-spoke". Les flux de mains d'œuvre, plutôt que les biens et capitaux, restent le principal moyen d'intégration économique régionale" (Richards & Waterbury, 2008, p. 385).

Selon cette analyse, le capital humain est le bien le plus échangé entre pays MENA. Il n'y a pas d'accord sur l'impact des migrations dans les pays d'envoi et d'accueil. Cependant les gouvernements

locaux des pays d'émigrations hésitent entre mettre en place des politiques pour réduire la fuite des cerveaux et se réjouir de l'émigration comme une solution partielle au chômage et comme une incroyable source de devises étrangères. Tout le monde s'accorde à dire que l'émigration a été une soupape de sécurité pour les marches du travail des pays d'envoi en offrant des emplois à des chômeurs notamment les diplômés d'université. Cependant cela a fortement contribué à générer un manque d'emploi et parfois à bloquer le développement local puisque les employeurs locaux, notamment les services publics n'ont pas les ressources économiques pour payer des salaires compétitifs internationalement. L'impact économique général de l'émigration sur les pays d'envois est positif selon Richards and Waterbury puisque cela "réduit le chômage, augmente les salaires et réduit la pauvreté" (Richards & Waterbury, 2008, p. 397)

Bien que les économies du pétrole et du gaz n'aient pas investi de manière significative dans des programmes de développement dans les pays arabes les plus pauvres, elles ont néanmoins énormément influencé les économies des autres pays par l'envoi d'argent par les émigrants basés chez elles. Comme on le voit dans le tableau 7, les flux d'envoi d'argent ont considérablement augmenté dans les 15 dernières années et représentent aujourd'hui une des plus importantes sources de revenus pour un grand nombre de familles et aussi la principale source de devises étrangères pour les gouvernements locaux.

Tableau 7 - Envoi d'argent dans la région MENA

Milliards US\$	1995	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Interne									
Flux d'envoi d'argent	13,3	13,1	23,2	25,1	26,5	32,1	35,9	33,7 a	35,4
Tous les pays en développement	55,2	81,3	159,3	192,1	226,7	278,5	324,8	307,1	325,5
Externe									
Flux d'envoi d'argent	0,7	0,8	5,7	5,6	6,1	5,1	6,7	8,1 b	-
Tous les pays en développement	10,4	9,5	28,5	33,0	41,0	52,7	67,3	58,7	-

Note: ce tableau signale les envois d'argent officiellement enregistrés. La véritable quantité d'envoi d'argent, y compris les flux non enregistrés à travers des canaux formels et informels, peut être envisagée comme plus grande.

a. 3.1% du PIB en 2009.

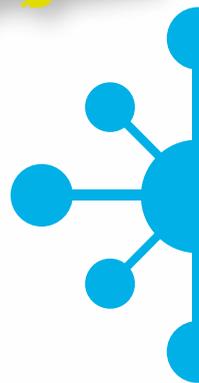
b. 0.6% du PIB en 2009.

Source: (Banque Mondiale, 2011, p. 29-30)

Toujours selon les données recueillies par la Banque mondiale (Banque Mondiale, 2011) le top 10 des pays MENA recevant ces envois d'argent depuis l'étranger étaient (en % du PIB) : Liban (22.4 %), Jordanie (15.6 %), Maroc (6.6 %), Tunisie (5.3 %), la République du Yémen (5.2 %), la République Arabe d'Egypte (4.0 %), Djibouti (2.7 %), la République Arabe de Syrie (2.4 %), Algérie (1.4 %), la République Islamique d'Iran (0.3 %).

Les critiques des effets macroéconomiques de ces envois d'argent argumentent qu'ils contribuent à augmenter l'inflation puisqu'ils sont dépensés dans la consommation plutôt que dans des activités de production, et sur les importations plutôt que sur

la production intérieure. D'un autre côté, il y a des preuves de quelques effets positifs notamment sur le capital humain: en effet une partie de cet argent a été dépensé pour des maisons plus sûres et plus saines ou dans l'éducation des filles (Richards & Waterbury, 2008, p. 400). Seulement une petite partie de cette rentrée d'argent est investie dans les activités de productions et avec des résultats assez faibles. En effet, de nombreuses organisations internationales, ONG et analyste considèrent que canaliser cette source extérieure de revenus afin de promouvoir le développement économique est l'un des plus grands défis que les décideurs politiques doivent prendre en compte.



CONCLUSION

Travailler dans les programmes de coopération internationale signifie également transformer les problèmes géopolitiques qui pourraient alimenter les conflits en opportunités pour le développement mutuel. C'est pourquoi une compréhension plus profonde des crises internationales n'est pas seulement bienvenue mais est la condition liminaire pour une action efficace, puisque cela facilite l'analyse des risques inhérents à toutes actions internationales et interculturelles ainsi qu'à la définition des besoins.

Le principal objectif de cet essai est de rendre accessible à un plus large public les sources primaires d'information et analyses de haut niveau tout en démontrant que la géopolitique peut être un outil utile afin de représenter et interpréter les événements actuels. Les articles de journaux sont ici utilisés comme de précieuses sources d'information puisqu'ils aident le lecteur à comprendre les événements et à stimuler des recherches plus avancées.

L'intégralité de cet essai se concentre sur la jeunesse de la région MENA car les révoltes arabes et la vague de protestations qu'elles ont entraînées ont prouvé indubitablement que les liens horizontaux entre le Nord et le Sud sont plus forts que jamais et que la jeunesse est le principal acteur sociopolitique, trop souvent négligé par les décideurs politiques et les analystes. Afin de comprendre certaines des raisons de ces révoltes

récentes et les opportunités disponibles pour les jeunes, quelques concepts clé ont été développés comme la sécurité humaine, l'état rentier, le changement climatique et pour finir le capital humain.

En partant de l'analyse des récents événements et des perspectives futures, il apparaît plutôt clairement que : premièrement, la jeunesse, en particulier dans la région MENA, est l'acteur le plus stratégique de la zone, c'est pourquoi investir dans la jeunesse devrait être au cœur des politiques internes aussi bien que des programmes de coopération internationale ; deuxièmement, le plus grand défi auquel les décideurs politiques doivent faire face est d'exploiter au mieux le capital humain disponible dans la région euro-méditerranéenne, puisque c'est l'une des solutions à la crise économique et financière mondiale actuelle ; troisièmement, l'impact du secteur énergétique et du changement climatique sur le systèmes économiques et politiques ne devrait pas être négligé car ces deux facteurs contribuent grandement à déterminer les opportunités et les choix disponibles pour les jeunes et les décideurs politiques ; et enfin, garder un spectre large lorsque l'on interprète les événements actuels est de plus en plus conseillé puisque de nouvelles menaces pour la sécurité apparaissent et que la globalisation renforce les liens horizontaux entre les personnes et les événements mêmes loins les uns des autres.

TABLEAUX

Carte 1 - Programmes de coopération internationale en Méditerranée.....	10
Carte 2 - Une vague de protestation contagieuse.....	12
Carte 3 - Le concept Desertec d'un super réseau EU-MENA.....	21
Carte 4 - Population dans la zone Méditerranée.....	30
Tableau 1 - Sécurité de l'Etat Vs. Sécurité humaine.....	6
Tableau 2 - Comparaison de la structure des âges en UE et MENA, 2003.....	9
Tableau 3 - Exportations mondiale de pétrole brut par destination, 2010 (1,000 bfj).....	24
Tableau 4 - Projection de la population arabe âgée de 15 à 24 ans en 2050.....	28
Tableau 5 - Scénarios futurs des changements climatiques - eau et agriculture.....	29
Tableau 6 - Flux de migrations dans la région MENA.....	33
Tableau 7 - Envoi d'argent dans la région MENA.....	35
Graphique 1 - Taux de croissance des utilisateurs Facebook en Avril 2011.....	15
Graphique 2 - Utilisation de l'énergie mondiale.....	19
Graphique 3 - Réserves mondiales de pétrole et de gaz.....	22
Graphique 4 - Les rôles de l'OPEP et de l'Irak vont augmenter.....	23

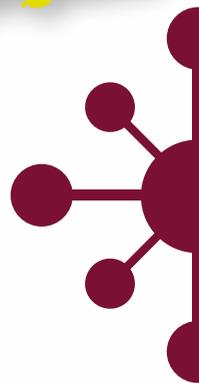
Directeur de publication : O.Toche (Directeur de l'Injep)

Auteur : E. Mariani

Éditeurs : B. Abrignani (coordinateur de Salto-Youth EuroMed),
F. Demicheli (Salto-Youth EuroMed), A. Custodio (Salto-Youth EuroMed)

Design et impression : Mad'line Communication

Imprimé à Paris: 15/12/2011

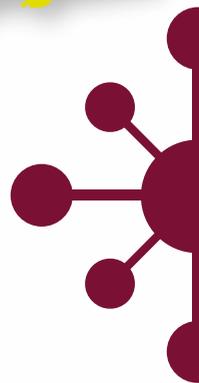


Bibliographie

- Accolla, P. (2011, 09 08). Media – The London riots and the B-word.
 Retrieved 09 27, 2011 from Planet Next:
www.planetnext.net/2011/08/media-the-london-riots-and-the-b-word/
- Beblawi, H., & Luciani, G. (1987). The Rentier State. (H. Beblawi, & G. Luciani, Eds.) New York: Croom Helm.
- Bill, P. (2008, March 13). Curing the "Dutch disease".
 Retrieved September 16, 2011 from Time: www.time.com/time/specials/2007/article/0,28804,1720049_1722077_1722426,00.html
- BP. (2011, January). BP Energy Outlook 2030 - Booklet. Retrieved 09 15, 2011 from BP - British Petroleum: www.bp.com/energyoutlook2030
- De Angelis, E. (2011, 05 30). The Facebook Battleground: What if social media played a much more negative role in the Syrian revolution than many think? Retrieved 09 27, 2011 from Doha Center for Media Freedom: www.dc4mf.org/en/content/facebook-battleground
- Dubai School of Government. (2011, 05). Arab Social Media Report. 1 (2). Dubai School of Government. From Arab Social Media Report: www.ArabSocialMediaReport.com
- Ebrahim-zadeh, C. (2003, March). Back to Basics, Dutch disease: Too much wealth managed unwisely. Retrieved September 16, 2011 from International Monetary Fund - Finance & Development : www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2003/03/ebra.htm
- Escallier, R. (2004, 06 15). Métropoles et globalisation dans le monde arabe et méditerranéen : état, enjeux et perspectives. Retrieved 09 27, 2011 from Cahiers de la Méditerranée [on line]: <http://cdlm.revues.org/index68.html>
- Fargues, P. (2006, 11 01). The demographic benefit of international migration : hypothesis and application to the Middle Eastern and North African contexts. (T.W. Bank, Ed.) World Bank Policy Research Working Papers (WPS4050).
- Gonzalez-Quijano, Y. (2011, 05 23). Les limites du miracle Facebook: l'exemple syrien. Retrieved 09 27, 2011 from Culture et Politique Arabe: <http://cpa.hypotheses.org/2734>
- Halliday, F. (2000). Nation and Religion in the Middle East. London: Saqi Books.
- Jamet, S., & Corfee-Morlot, J. (2009, 04 07). Assessing the Impact of Climate Change: a Literature Review. Retrieved 09 27, 2011 from OECD - Economics Department Working Papers: www.oecd.org/Working_Papers
- Joyella, M. (2011, 02 11). First Tunisia, Now Egypt, What's Next? Wael Ghonim Says "Ask Facebook". Retrieved 09 14, 2011 from Mediaite: <http://www.mediaite.com/tv/first-tunisia-now-egypt-whats-next-wael-ghonim-says-ask-facebook/>



- Lacoste, Y. (2008). Géopolitique: la longue histoire d'aujourd'hui. Paris: Larousse.
- L'Histoire . (2010, May-June). Atlas de la Méditerranée. L'Histoire - Hors série , 1.
- Mohapatra, S., Ratha, D., & Silwal, A. (23/05/2011). Migration and Development Brief 16. World Bank, Migration and Remittances Unit. World Bank.
- Moreau Defarges, P. (2008). La Géopolitique pour les Nuls. Paris : Editions First.
- OPEC. (2010/2011). Annual Statistical Bulletin 2010/2011. Retrieved 09 27, 2011 from OPEC: www.opec.org/opec_web/en/publications/202.htm
- OPEC. (2010). World Oil Outlook 2010. Vienna: OPEC secretariat.
- Osman Elasha, B. Mapping of Climate Change Threats and Human Development Impacts in the Arab Region. Arab Human Development Report Research Paper Series. UNDP - Regional Bureau for Arab States.
- Pourtier, R. (2006). Géopolitique de Afrique et du Moyen-Orient. Paris: Nathan.
- Richards, A., & Waterbury, J. (2008). A Political Economy of the Middle East. Boulder, Colorado: Westview Press.
- Stig, J. H., Atle, M., & Tunçay, K. (2009). The Borders of Islam. London: Hurst.
- Tadjbakhsh, S. (2005, 09 13). Human Security : The Seven Challenges of Operationalizing the Concept. Retrieved 09 27, 2011 from Program for Peace and Security Center; CERI Sciences-po, Paris: www.peacecenter:sciences-po.fr/pdf/unesco_13-09-05.pdf
- Tadjbakhsh, S. (2007, Summer). Human Security in international organizations: blessing or scourge? Human Security Journal , 4, pp. 8-16.
- The World Bank. (2011). Migration and Remittances Factbook 2011. Retrieved 09 27, 2011 from Migration and Remittances Website: <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/0,contentMDK:21924020~pagePK:5105988~piPK:360975~theSitePK:214971,00.html>
- Tolba, M. K., & Saab, N. (2009). Arab Environment: Climate Change, Impact of Climate Change on Arab Countries. Retrieved 09 27, 2011 from Arab Forum for Environment and Development: <http://www.afedonline.org/en/>
- UNDP - Regional Bureau for Arab States. (n.d.). Retrieved 09 27, 2011 from Arab Climate Resilience Initiative: <http://www.arabclimateinitiative.org/>
- UNDP. (2009). Arab Human Development Report 2009: challenges to human security in the Arab Countries. New York: United Nations Development Programme.
- Wallace, P. (2011, 09 10). Redrawing the map of Africa. Retrieved 09 11, 2011 from The Banker: www.thebanker.com/World/Africa/Redrawing-the-map-of-Africa
- World Bank Development Report. (2004). Unlocking the Employment Potential in the Middle East and North Africa. Toward a New Social Contract. (T. Yusef, Ed.) Washington D.C.: The World Bank.



Travailler sur les programmes de coopération internationale signifie transformer les problèmes politiques qui pourraient alimenter des conflits en opportunités pour le développement mutuel. Dès lors, une compréhension plus profonde des crises internationales, n'est pas simplement pertinent mais est la condition liminaire pour une action effective. En effet, cela facilite l'analyse des risques et des besoins incombant à toute activités internationales et multiculturelles.

Auteur: Ermete Mariani (consultant sur projets de coopération internationale et formateur)

salto|youth

salto

SALTO-YOUTH EuroMed Resource Centre
Support and Advanced Learning and Training
Opportunities within the Youth In Action Programme
INJEP
95 avenue de France - 75650 Paris cedex 13 - France
www.salto-youth.net/euomed - www.injep.fr/salto



Ce document n'exprime pas nécessairement le point de vue officiel du Centre de ressources Salto EuroMed Jeunesse ou de la Commission Européenne. Toute reproduction de cette publication est autorisée uniquement à des fins non commerciales et uniquement si la source est citée. Toute correspondance relative à cette publication y compris la reproduction ou la traduction de tout ou partie de celle-ci doit être adressée au préalable au Centre de ressources Salto EuroMed Jeunesse (coordonnées ci-dessus)

Avvertissements

